



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

Responsabilité sociale des entreprises (RSE) du Bureau international des droits des enfants 2015-2016



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

Montréal, le 11 octobre 2016

Objet : Lettre de renouvellement d'adhésion au Pacte Mondial

Honorable Secrétaire-Général,

Par cette lettre, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Bureau international des droits des enfants (« Le Bureau » ou « l'IBCR ») soutient, de nouveau, les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous vous exprimons de plus notre volonté de continuer à faire progresser ces principes dans notre zone d'influence et rendre compte publiquement de notre engagement à nos parties prenantes et le public en général.

Nous nous engageons à participer dans la mesure du possible aux événements et activités organisés par le Pacte Mondial, ceux-ci incluant les activités à l'échelle nationale et celles des réseaux locaux ; les initiatives thématiques ou les groupes de travail ; les activités ayant trait à la communication sur le progrès (revue et commentaires) et à l'engagement avec les entreprises participantes.

Meilleures salutations,

Guillaume Landry
Directeur général
g.landry@ibcr.org
514-932-7656 poste 222

✉ 805, rue Villeray, Montréal (Québec) CANADA H2R 1J4
☎ (514) 932-7656 📠 (514) 932-9453 📧 info@ibcr.org 🌐 www.ibcr.org



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

COE- Communication de l'engagement- Bureau international des droits des enfants

Principles	Moyens	Mesure des résultats
<p>Principe 1 : Les entreprises doivent soutenir et respecter la protection des droits de l'homme internationalement proclamés ;</p> <p><i>(Le Bureau international des droits des enfants est une organisation non-gouvernementale œuvrant à la promotion et à la protection des droits de l'enfant dans le monde)</i></p>	<p>Renforcement des capacités Le Bureau offre un appui technique aux institutions de formation spécialisées (écoles de magistrature, académies policières ou militaires, école de travailleurs sociaux...) pour favoriser l'intégration de cours permanents, obligatoires et évalués sur les droits de l'enfant dans les cursus de formations professionnelles.</p> <p>Recherche appliquée La réalisation d'évaluations, d'analyses comparatives, de cartographies et de profils nationaux vise notamment le partage des pratiques prometteuses de la part des gouvernements et de la société civile en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant. Ces recherches mettent en valeur les progrès réalisés, les programmes innovateurs et les défis à relever. Elles sont à la base du dialogue avec les décideurs des pays concernés.</p> <p>Plaidoyer et accompagnement institutionnel Par un soutien technique à des processus de réforme et par un dialogue constructif et continu avec les autorités compétentes, le Bureau appuie la mise en œuvre des changements jugés nécessaires par les partenaires locaux en vue d'une meilleure protection des droits de l'enfant (réformes législatives, adoption de modes opératoires normalisés, politiques internes, directives, allocations budgétaires).</p> <p>Outils et guides de référence Le Bureau participe au développement normatif des droits de l'enfant par l'élaboration d'outils et de guides de référence sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant.</p>	<p>Depuis sa création, le Bureau est intervenu dans près de 45 pays et a transmis son expertise à plus de 50 000 intervenants, formés pour mieux protéger les droits de centaines de milliers d'enfants.</p> <p>Insertion effective de cours permanents et obligatoires sur les droits de l'enfant dans les cursus de formations professionnelles au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad... (vérifier/rajouter pays manquants, demander à Guillaume ou Sabine)</p> <p>Étude d'évaluation sur les impacts d'un projet de renforcement de capacités au Niger (voir Céline pour une phrase plus adéquate, il y a un terme plus précis que ce que je viens d'indiquer)</p> <p>Une trentaine de participants aux cours pratiques sur les droits de l'enfant destinés au personnel d'Affaires mondiales Canada – chiffres correspondants aux objectifs exprimés dans le cadre de l'entente-cadre signée entre l'IBCR et Affaires mondiales Canada.</p> <p>Protocole d'entente avec la firme montréalaise Universalis afin de renforcer la dimension des droits de l'enfant au sein de projets d'évaluation</p>



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

	<p>Formations</p> <p>Fort de son expertise en renforcement de compétences, le Bureau dispense tous les ans de multiples formations de formateurs dans une perspective de certification, et des cours pratiques à nombre d'intervenants dans le domaine des droits de l'enfant, notamment auprès du personnel diplomatique, des agents des services de coopération, des acteurs des systèmes de protection de l'enfant, des employés d'ONG nationales et internationales ou encore des universitaires.</p> <p>Pour plus d'information sur les actions entreprises par l'IBCR, consulter notre site internet http://www.ibcr.org/fr/presence-dans-le-monde/</p>	
<p>Principe 2 : Veiller à ce que les entreprises ne soient pas complices de violations des droits de l'homme.</p>	<p>Depuis février 2011, le Bureau a été nommé représentant canadien du <i>Code</i>, une initiative multipartite ayant pour mission de fournir sensibilisation, outils et soutien à l'industrie du tourisme, afin de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants dans un contexte lié aux voyages et au tourisme. Les acteurs-clefs du secteur privé de l'industrie du tourisme et du voyage peuvent dès lors souscrire au Code via le Bureau et devenir des chefs de file en matière de politique de responsabilité sociale des entreprises et de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans l'industrie du tourisme et des voyages. Le Bureau a également fait la promotion du Code dans le cadre du projet de lutte contre ce phénomène au Costa Rica, en intégrant ses messages-clefs aux campagnes de sensibilisation au Canada et au Costa Rica.</p> <p>Dans le cadre de projets spécifiques, l'IBCR intervient auprès du secteur privé formel et informel afin de sensibiliser les entreprises aux enjeux relatifs aux droits de l'enfant.</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Bureau s'est doté d'une politique de protection de l'enfant au sein de son organisme avec pour objectif fondamental de préserver et de promouvoir les droits, la sécurité et la dignité des enfants, garçons et filles, qui sont concernés par le travail du Bureau.</p>	<p>Dans le cadre du projet de prévention et lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans l'industrie du tourisme et des voyages au Canada et au Costa Rica, trois forums ont été organisés au Canada ainsi qu'une campagne médiatique de portée nationale sur les réseaux sociaux, télévisions et aéroports. 9000 dépliant informatifs ont été distribués et 3 millions de passagers ont été sensibilisés. Des campagnes de sensibilisation ont également été organisées au Costa Rica auprès du secteur privé touristique informel.</p>



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

Principe 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ;	<ul style="list-style-type: none"> - En discussion au niveau institutionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - N/D
Principe 4 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire ;	<ul style="list-style-type: none"> - Grâce au soutien financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, l'IBCR a lancé en septembre 2015 un nouveau projet au Costa Rica, qui s'échelonnait sur une période de trois ans. Le projet vise à renforcer la lutte nationale contre la traite des personnes, en s'intéressant particulièrement aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le Bureau est appelé à coopérer dans le processus de professionnalisation des acteurs impliqués dans la chaîne de prévention, de protection, d'enquête et de poursuite des délits en matière de traite des personnes, et ainsi à améliorer les actions des institutions costaricaines confrontées à ce phénomène. - En août 2016 dernier, l'IBCR a lancé son rapport sur la traite des personnes aux Costa Rica. 	<ul style="list-style-type: none"> - Production d'un rapport de cartographie sur la lutte contre la traite des personnes au Costa Rica dans le cadre du projet de renforcement des capacités des institutions dans la lutte contre la traite des personnes, financé par le gouvernement du Canada. - Ouverture d'un bureau satellite au Costa Rica pour travailler sur cet enjeu avec l'aide de 3 employés nationaux dont un coordonnateur terrain et des employés en support administratif.
Principe 5 : l'abolition effective du travail des enfants ;	<ul style="list-style-type: none"> - Le Bureau a appuyé la production d'un guide international de terminologie sur l'exploitation et l'abus sexuels des enfants. Le Bureau s'est donc joint à un Groupe de travail interinstitutionnel composé de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ECPAT International et 12 autres organisations internationales et agences actives dans le domaine des droits de l'enfant afin d'adopter un nouveau Guide de terminologie disponible en français, en anglais et en espagnol 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion du guide international au niveau international pour informer et sensibiliser.
Principe 6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.	<ul style="list-style-type: none"> - L'IBCR possède une politique de dotation et de gestion des ressources humaines qui respecte les lois et normes canadiennes et québécoises en matière d'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nous spécifions dans chaque offre d'emploi que nous favorisons l'accessibilité des emplois pour toutes les personnes issues de



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

المكتب الدولي لحقوق الطفل

	<ul style="list-style-type: none"> - En 2016, l'IBCR a créé un manuel de l'employé et a adopté une politique salariale. - 	la diversité (culturelle, de religion, mobilité réduite, des femmes)
Principe 7 : Les entreprises doivent soutenir une approche préventive des défis environnementaux ;	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau « vert » au Burkina Faso avec installation de panneaux solaires et autres pratiques respectueuses de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation des panneaux solaires
Principe 8 : prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale	<ul style="list-style-type: none"> - Ce principe n'est pas encore promu au sein de notre organisme, mais des discussions sont en cours 	<ul style="list-style-type: none"> - Nous allons travailler sur une politique favorisant les pratiques de gestion des déchets et réduction de consommation de papier ou achat de biens recyclés.
Principe 9 : encourager le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> - Ce principe n'est pas encore promu au sein de notre organisme, mais des discussions sont en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Idem que le principe 8
Principe 10 : Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion et la corruption.	<ul style="list-style-type: none"> - En discussion au niveau institutionnel pour l'élaboration d'une politique claire en la matière 	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de travail issu de la retraite stratégique de septembre 2016, prévoit discuter du rôle du plaidoyer au Bureau et des lignes directrices en matière d'éthique notamment en ce qui a trait à la corruption

Pour plus d'informations nous invitons à consulter notre site web ainsi que notre page sur les publications de notre organisation :

Notre site web : <http://www.ibcr.org/fr/>

Notre rapport annuel : http://www.ibcr.org/wp-content/uploads/2016/06/Rapport-annuel-2015-2016-int-FR_Web.pdf

Nos publications : <http://www.ibcr.org/publications/>

Notre politique de protection de l'enfant : http://www.ibcr.org/wp-content/uploads/2016/05/Politique-protection-enfant_FR-int_Web-FORMULAIRE.pdf

Publié le 19-10-2016